

Discours d'Alain CADEC,
président du Département des Côtes d'Armor
en ouverture de la première
Décision modificative du budget 2019
15 Juillet 2019

Chers collègues,

La mouvement social lié à notre projet de modernisation des politiques routières démontre une fois encore, s'il en était besoin, que réformer est difficile.

Réformer c'est difficile, réformer c'est compliqué, réformer demande du courage et de la pédagogie, mais aussi de l'écoute.

Cela demande du courage à celui qui lance la réforme et tient le cap.

Cela demande aussi des efforts à celles et ceux qui vivent les changements qui en découlent. Je le sais, j'en suis conscient.

A la question de savoir si le changement peut faire peur je dis OUI.

Est ce que la nouveauté peut être source d'inquiétude je dis encore OUI.

Nous comprenons que nos réformes fassent réagir. C'est normal.

Mais je veux rassurer nos partenaires, je veux rassurer nos agents, je veux rassurer les Costarmoricains.

Au Département des Côtes d'Armor, depuis 2015, nous changeons les choses. Mais nous ne réformons pour le plaisir de réformer.

Nous le faisons par nécessité!

Nous le faisons parce que le monde évolue.

Je vous le dis clairement, il serait plus facile et confortable pour les élus que nous sommes de ne rien changer.

Il serait tellement plus facile de rester immobile.

Je m'y refuse avec force car l'immobilisme, c'est l'absence d'ambition, c'est ne pas savoir où aller !

Les ressources des Collectivités sont de plus en plus contraintes.

L'État nous demande de remplir de plus en plus de missions.

Les attentes des Costarmoricains ont elles aussi changées au cours des dernières années.

Alors soit nous réformons et nous nous adaptons, soit les Départements disparaîtront.

Réformer le Département, c'est vouloir qu'il vive, c'est lui donner un avenir !

C'est défendre notre conception du service public.

Réformer c'est demander des efforts aux agents évidemment nous le savons et nous l'assumons.

Mais c'est le faire avec bienveillance et accompagnement!

C'est le faire dans le dialogue.

J'étais d'ailleurs vendredi avec les organisations syndicales pour évoquer la modernisation des politiques routières.

A la suite de remarques légitimes de leur part, j'ai pris des engagements forts pour la sécurité des agents.

C'est ma vision du dialogue social.

Les réformes décidées par les élus issus de la démocratie représentative doivent être menées à bien, mais dans un esprit constructif.

Depuis 2015, ce dialogue a permis de nombreuses avancées sociales décidées par notre assemblée.

Je pense par exemple :

- au développement de l'apprentissage
- au développement de la formation
- à l'augmentation du nombre d'avancement
- à la plus grande souplesse données à l'organisation du temps de travail pour mieux concilier vie professionnelle et vie familiale-
- à l'augmentation du Régime Indemnitare pour 52 % des agents depuis la mise en place du RIFSEEP
- à la reconnaissance des compétences par le salaire. Je veux tout de même rappeler que le salaire minimum dans la collectivité est très largement supérieur au SMIC (+28%) 1500€ nets par mois.
- Et enfin à la « mutuelle pour tous », volet prévoyance sur laquelle nous aurons à nous prononcer ce jour.

Vous le voyez nous tenons notre cap, mais nous le faisons avec détermination et bienveillance. Ce ne sont pas des mots, ce sont des faits.

Chers collègues,

Si la situation de notre Département est évidemment ma priorité, permettez moi aussi de vous faire part de mon inquiétude sur l'évolution de notre pays. Car cette évolution finit toujours par nous impacter localement.

Je suis inquiet. Je suis inquiet et préoccupé par la situation politique de la France. Je suis préoccupé par son évolution.

Nous assistons actuellement à un rétrécissement majeur de la pensée politique. Un appauvrissement du débat d'idées qui ne nous laissera plus le choix qu'entre les extrêmes et une forme de pensée unique.

Je vous livre juste un sentiment, un ressenti, une peur pour l'avenir de notre pays.

Ne voyez pas dans mes propos une quelconque aigreur. N'y voyez aucune arrière pensée, aucune rancœur.

Ce n'est pas un phénomène nouveau. J'ai déjà eu l'occasion de le dire à de nombreuses reprises. Malheureusement le phénomène s'accélère !

Le principe de faire travailler ensemble des personnes de qualité de tous bords est une excellente idée que je partage et que j'essaie de faire vivre ici dans cette assemblée. Mais vouloir faire disparaître toute forme d'opposition républicaine est une erreur gravissime car c'est la porte grande ouverte à l'extrémisme qui sera l'unique alternative en cas d'échec.

Le parti unique, c'est le commencement du pire.

Je veux le succès de mon pays, évidemment !

Mais je veux pouvoir continuer à défendre mes idées et mes convictions.

Alors quand j'entends un proche du 1^{er} Ministre nous dire « qu'un Maire élu sans le soutien de ce parti unique sera un ennemi du Président de la

République », donc de la République, je tremble.

Je tremble, non pas de peur, mais d'inquiétude.

Cependant, vous me connaissez, ne comptez pas sur moi pour céder à la pression ni à la menace électorale.

Je continuerai à me battre à vos côtés pour faire vivre la diversité de nos idées, même lorsqu'elles sont opposées.

C'est la richesse de nos différences et de nos débats qui nourrit la qualité du projet que nous menons pour les Costarmoricains.

Cela fonctionne et la réalité le démontre objectivement.

Il n'y a qu'à voir les nombreux sujets sur lesquels nous avons su travailler ensemble en concertation, avec efficacité, dans l'intérêt général.

C'est la même chose avec nos partenaires institutionnels quelle que soit leur couleur politique.

J'en veux pour preuve quelques exemples :

- tout d'abord le travail que nous menons collectivement pour maintenir un bailleur social public fort en Côtes d'Armor. J'en profite pour remercier publiquement mes collègues de l'opposition qui œuvrent à nos côtés en ce sens avec engagement et efficacité, ainsi que Sylvie Guignard et Yves-Jean Le Coqû.

Nous y parviendrons chers collègues !

- je pense aussi aux bonnes relations que nous entretenons avec les EPCI Costarmoricains qui sont des partenaires solides dans le cadre des États généraux des politiques culturelles ou de la création d'une plate forme d'ingénierie publique départementale.

- la 2nde génération des contrats de territoire qui bénéficient avec équité aux communes et intercommunalités de tous les cantons est également une réussite unanimement saluée.

- et que dire de notre travail conjoint avec la Région qui a abouti à un accord gagnant-gagnant sur les ports.

Que dire de ce travail en bonne intelligence qui porte aussi ses fruits pour le très haut débit avec l'accélération du déploiement de la fibre par Mégalis. Ceci à un coût qui se réduit, ce qui est suffisamment rare pour être souligné.

Le pluralisme politique est le carburant de notre fonctionnement démocratique.

Je n'ai jamais été dans l'opposition systématique et je ne le serai jamais.

Mais je n'accepterais pas la dilution de l'ensemble des nuances de pensées dans un parti unique.

Je préfère notre fonctionnement au sein de cette assemblée.

Cela ne nous empêche pas d'être en désaccord.

Ce fut le cas pour notre réforme de l'aide à domicile.

Ce fut également le cas lorsque nous avons voulu donner plus d'ambition à notre politique consacrée à l'enseignement supérieur.

Mais même dans ces situations, les échanges et les remarques de la minorité ont souvent contribué à amender nos projets avec pertinence.

Et lorsque, dans de rares cas, nous sommes en désaccord total, le débat est toujours là, bien présent, indispensable, essentiel à mes yeux.

Chers collègues,

cette décision modificative sera une décision marquée par la cohérence, la responsabilité et le respect des engagements tenus.

Lors de nos échanges du BP 2019, je vous avais dit « *s'il y a davantage de DMTO, nous les inscrirons en DM. Mais je pense que la responsabilité est d'attendre la DM parce que nous ne savons pas.* »

Et bien nous y sommes et désormais nous savons.

Nous pouvons donc maintenant adapter nos prévisions à la réalité.

Il y a une excellente nouvelle. Le maintien d'un haut niveau de DMTO qui nous permet, comme nous nous y étions engagés, de rehausser notre investissement pour les routes.

Avec 4,5 M€ inscrits en complément pour les politiques routières nous faisons un effort majeur en faveur de la sécurité et du confort des Costarmoricains.

Nous le faisons dans le cadre d'une bonne gestion, avec des recettes connues. J'évoquais tout à l'heure les divergences que nous pouvons avoir.

La gestion prudentielle est un choix fort de notre majorité.

Nous ne dépensons pas l'argent que nous n'avons pas !

Il s'agit de sincérité budgétaire.

Nous l'assumons avec force !

Et cette sincérité ne nous empêche pas d'avancer !

Avons nous maintenu la qualité du service public rendu ? Je dis OUI.

Nous l'avons même améliorée, adapté aux attentes et besoins des Costarmoricains.

Avons nous maintenu nos investissements ? Je dis OUI.

Avons nous préservé nos politiques volontaristes ? Je dis encore OUI.

Nos réformes portent leurs fruits c'est incontestable. Elle peuvent poser des questions, c'est naturel. Mais les résultats sont là.

Un point le prouve incontestablement.

Par nos efforts sur notre fonctionnement en 2018, grâce aux effets de ces réformes, nous ne serons pas soumis à la pénalité perverse imposée aux collectivités par le Gouvernement dans le cadre de l'encadrement des dépenses des collectivités.

C'est bien la preuve que nous n'avons pas attendu l'ingérence d'un État donneur de leçon pour bien gérer notre collectivité.

Pendant ce temps l'État continue à creuser ses déficits sans aucune remise en cause.

Pendant ce temps, l'État réduit sa présence dans nos territoires, il réduit le niveau d'accueil des services fiscaux.

Pendant ce temps, l'État nous contraint une fois de plus avec la suppression de la taxe d'habitation.

Le gouvernement nous annonce désormais que pour compenser la suppression de la taxe d'habitation dans les communes, il dépouille les Départements de la taxe sur le foncier bâti.

C'était la seule ressource avec un pouvoir de taux qui nous restait.

C'est une honte ! Une fois de plus le Gouvernement récupère les lauriers d'annonces populistes tout en plombant les finances des Départements pour y répondre.

Si c'est cela le « en même temps », alors ce sera très peu pour moi.
Vous vous souvenez sans doute des propos du Président de la République devant les élus bretons concernant la confiance et la décentralisation.
Et bien oubliez les vite car nous sommes déjà passés à un autre discours.
Ce n'est pas le projet de loi Lecornu sur le statut de l'élu qui y changera grand chose.
Quelle tristesse de voir de telles méthodes, de voir comment les discours sont éloignés de la réalité des actes.

Chers collègues,
je vous l'ai dit, ne comptez pas sur moi pour baisser les bras. Je veux résolument rester mobilisé et positif car la seule chose qui me préoccupe chaque jour, c'est de savoir comment nous pouvons faire mieux pour les Costarmoricains.

Cela fonctionne, grâce à vous tous réunis au sein de cette assemblée.

Quel parcours depuis 4 ans ! Et ce n'est pas fini.

Nous allons par exemple débattre aujourd'hui de rapports consacrés à la santé, à l'offre de service du Département aux Mairies et intercommunalités, à l'enseignement supérieur !

Sur ces dossiers nous avançons et nous proposons des solutions.

Prenons le cas de l'enseignement supérieur. Là encore nous observons que le travail paie.

Nous avons ainsi vu progressé le nombre d'étudiants en formation post bac qui augmente pour atteindre désormais 9000.

Ce sont des talents que nous gardons dans nos Communes. Je m'en réjouis

car ces étudiants sont notre avenir !

L'ouverture de la 1ère année de médecine à Saint-Brieuc en 2019, grâce au soutien des collectivités, en est une illustration symbolique majeure !

Puisque j'évoque la médecine, je veux aussi parler du rapport sur la santé qui vous sera présenté. Si ce rapport nous demande d'acter la création d'un comité départemental, celui-ci doit s'inscrire dans une démarche en lien avec les travaux déjà menés sous l'égide de l'AMF22.

Ce comité n'est pas une fin en soi.

Je souhaite que nous puissions aller plus loin, sans nous interdire quoi que ce soit, le sujet est trop important pour les Costarmoricains.

Là encore nous serons intraitables. Car si la santé est une compétence régaliennne, les liens avec nos politiques sociales et les enjeux sont tels que nous ne pouvons nous en détourner.

Chers collègues,

Je veux aussi souligner notre action pour l'environnement.

Là encore, nous n'avons pas attendu les dernières semaines pour agir. Les mesures environnementales que nous avons prises depuis plusieurs années produisent leurs effets avec par exemple :

- le choix d'installer des panneaux photovoltaïques sur certains de nos bâtiments
- la décision de construire nos collèges au standard HQE
- l'utilisation du bois énergie pour le chauffage
- le renouvellement de notre flotte de véhicule
- la dématérialisation de nos procédures

- ou encore la rénovation thermique de l'Hôtel du Département et de la Préfecture pour réduire notre consommation énergétique de moitié.
- une grande inquiétude sur les algues vertes.

Nous devons donner l'exemple et nous le faisons.

Mais je veux que nous allions encore plus loin, notamment dans le cadre des réflexions du groupe de travail adossé à la commission solidarités territoriales.

Je souhaite que soit étudiée la possibilité d'un bonus pour les projets écologiquement vertueux lorsque nous accompagnons financièrement les réalisations des communes et intercommunalités.

Chers collègues,

Permettez moi pour conclure de saluer à nouveau la volonté collective de cette assemblée qui nous a permis de prendre des décisions courageuses au cours de ces 4 dernières années.

Ces décisions nous permettent aujourd'hui de poursuivre nos engagements, malgré les coups de boutoir que nous subissons.

Je salue votre responsabilité et votre implication, à chacune et chacun d'entre vous pour défendre votre canton, votre territoire, avec une énergie toujours débordante.

Si sur certains dossiers nos visions divergent parfois, il s'agit là de la saine expression de la démocratie.

Mais je sais pouvoir compter sur vous pour défendre avec cœur les Côtes d'Armor ; et c'est bien là l'essentiel de notre mission !

Merci de votre attention !

Alain CADEC,

Président du Département des Côtes d'Armor